

L'organisation politique et administrative

FONCTIONNEMENT	ETAT				COLLECTIVITES		
	Ministères		Etablissements publics nationaux (EPN)	GIP, associations d'intérêt public	Régions	Départements (Métropole et DOM)	Communes
	Services centraux	Services Déconcentrés					
Nombre	16		1 200	200	26	100	36 000
Descriptif	Mise en œuvre de la politique de l'Etat au niveau national	Mise en œuvre de la politique de l'Etat au niveau local	2 principales catégories : EPA EPIC	GIP : en principe non pérenne. Association : en principe pérenne.	22 régions métropolitaines et 4 régions d'Outre-mer Voir la liste.	(dont 4 DOM) voir la liste. Les départements, collectivités territoriales de la République, s'administrent librement par des conseils élus.	Le maire est à la fois agent exécutif de la Commune et agent de l'Etat. mais avec la Caisse des Ecoles (enseignement primaire) et les CCAS (Centre communal d'action sociale). Un effet multiplicatif qui explique l'écart entre les 36 000 communes et les 90 000 comptabilités.
Organes de décision :			Président (est nommé par le gouvernement via le Conseil de ministres) Directeur général nommé par le Président. Agent comptable choisi par le Président et désigné sur une liste de 3 noms proposés par le MINEFI	Président ou directeur	Président	Maire	
exécutif	Ministre	Préfet seul représentant du gouvernement 1 par département					
délibérant	Parlement (Assemblée nationale + Sénat)		Conseil d'administration		Conseil régional	Conseil général	Conseil municipal
BUDGET	Lois de Finances (loi de Finances initiale, lois de Finances rectificatives, loi de règlement). PROGRAMMES	B.O.P. : budgets opérationnels de programme. Déclinaison du Budget de l'Etat au niveau local. U.O. : unités opérationnelles (ordonnateurs secondaires).	Mise en œuvre de la politique de l'Etat dans des domaines particuliers.	Acte de prévision et d'autorisation pour la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans des domaines particuliers.	Acte de prévision et d'autorisation pour la mise en œuvre de la politique de la Région dans ses compétences obligatoires et choisies.	Acte de prévision et d'autorisation pour la mise en œuvre de la politique du Département dans ses compétences obligatoires et choisies.	Acte de prévision et d'autorisation pour la mise en œuvre de la politique de la Commune dans ses compétences obligatoires et choisies.
Caractère	Limitatif		Limitatif pour EPA. Evaluatif pour EPIC (EPRD)	GIP (EPRD) Associations : limitatif			Limitatif
Règles comptables ^(*)	REFERENTIEL COMPTABLE 13 normes comptables LOLF Instruction codificatrice R3 au niveau des comptabilités publiques.		M 91/93/95	M9... et PCG Associations	M 71	M 52	M 14
Principales RECETTES	Recettes budgétaires : impôts, produits du Domaine, fonds de concours. Recettes de trésorerie : appel d'offres sur les marchés monétaires (bons du Trésor négociables...).		Ressources propres Subventions Emprunts		Fiscalité directe, avec un % des 4 impôts locaux : - taxe habitation, - taxes foncières (bâti, non bâti), - taxe professionnelle emprunts.	Fiscalité directe, avec un % des 4 impôts locaux : - taxe habitation, - taxes foncières (bâti, non bâti), - taxe professionnelle.	Fiscalité directe, avec un % des 4 impôts locaux : - taxe habitation, - taxes foncières (bâti, non bâti), - taxe professionnelle.
Principales DEPENSES	Investissement Fonctionnement				Les plus grosses dépenses sont consacrées aux lycées, au développement économique et aux interventions économiques, aux communications et transports, au développement rural et à l'environnement.	Les plus grosses dépenses sont consacrées à l'aide sociale (ex: le RMI), la voirie (les routes départementales) et les collèges. Rien n'empêche les élus de se saisir de compétences en dehors du cadre des compétences régaliennes : action économique, international.	Personnel Investissement
CONTROLES							
- Parlement	Parlement : compte rendu d'exécution des missions	Parlement : compte rendu d'exécution des programmes	Parlement : compte rendu d'exécution des actions	Parlement : compte rendu d'exécution des programmes et/ou des actions			Préfet
- corps d'inspection	CI : 1 par ministère	CI : 1 par ministère + TPG	CI : 1 par ministère + TPG	CI : 1 par ministère + TPG			Corps d'inspections et TPG
- juridictions administratives	JA : Cour des Comptes et Conseil d'Etat	JA : Cour des Comptes et Conseil d'Etat	JA : Cour des Comptes* et Conseil d'Etat * certifications des comptes à partir du 1/1/06 par CAC	JA Cour des Comptes et Conseil d'Etat			Tribunal administratif et Chambre régionale des Comptes
Exemples	Ministère des PME, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales	DRIRE	CNAM Universités Musées	Commémorations An 2000	Auvergne, Nord-Pas-de-Calais	Gironde	Juan-les-Pins

^(*) La DGCP élabore les règles comptables.

de l'Etat et des entités publiques

LOCALES			HOPITAUX			
EPCI	Satellites	Offices d'HLM OPAC	Hôpitaux généraux	Hôpitaux psychiatriques	Hôpitaux locaux	Syndicats inter- hospitaliers
10000	60000	290	530	90	410	110
Toutes formes de la coopération inter-communale	Services publics industriels et commerciaux répartis en : - régie (c'est la commune qui gère) - délégation de service public - En concession - En affermage Etablissements publics locaux administratifs - Caisses des Ecoles - CCAS	Logement social	Toute activité médicale	Soins psychiatriques	Médecine générale	Mutualisation des moyens
Président	Président ou directeur	Président	Président et directeur			
Conseil syndical	Conseil d'administration	Conseil syndical	Conseil d'administration			Conseil syndical
Acte de prévision et d'autorisation pour la mise en œuvre de la politique syndicale. Ex : assainissement, ordures ménagères, etc.	Acte de prévision et d'autorisation	Acte de prévision et d'autorisation pour la mise en œuvre de l'objet des SPIC et des EPL	Acte de prévision et d'autorisation			
			EPRD (en 2006)			
	M 4	M 31	M 21			M 22
Fiscalité additionnelle ou fiscalité propre.	Ressources propres, subventions	Loyers	Dotations, ressources propres	Dotations, ressources propres	Dotations, ressources propres	Participations des membres
Selon la nature des missions		Constructions d'immeubles	Personnel			Selon la nature de la mutualisation
			Agence régionale d'hospitalisation			
			Corps d'inspection et TPG			
			Tribunal administratif et Chambre régionale des comptes			
Communautés urbaines, communautés d'agglo, syndicats intercommunaux	Ramassage des ordures, les remonte-pente, l'assainissement...	OPAC Ville de Paris	Hôpital du sud francilien	Hôpital Saint-Anne	Hôpital de Brie-Comte-Robert	Blanchisserie inter-hospitalière

Version du 5 décembre 2005